

1^{er} MAI JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS.

**POUR LA PAIX,
POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE,
POUR LE PROGRÈS SOCIAL !**

Il n'y a pas de fatalité à voir la situation internationale et nationale empirer de jours en jours. De politiques d'austérité en aventures militaires l'avenir semble s'assombrir. Plus que jamais la mobilisation est à l'ordre du jour pour le progrès social, la solidarité internationale et la paix.

En France, heureusement de nombreuses mobilisations de salariés permettent de faire entendre des exigences en matière de salaires, d'emplois, d'amélioration des conditions de travail. Des luttes permettent d'obtenir des succès: Cooper à Melun, ils passent de 25 à 40 euros d'augmentation de salaires. A Rungis, après 3 semaines d'occupation de la tour Semaris, 128 salariés sans papiers gagnent leur régularisation.

Ces luttes montrent qu'il est possible de gagner: La mobilisation des travailleurs et travailleuses peut faire changer tous les scénarios écrits d'avance !

L'avenir, c'est redonner du sens au travail en le payant à sa juste valeur !

La CGT propose la valorisation du travail par une augmentation significative des salaires, des minima sociaux, du Smic pour le porter à 1 800 euros, un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle et l'établissement de la durée légale du temps de travail à 32 heures.



L'avenir, c'est l'abrogation de la loi travail !

Et gagner des droits sociaux correspondants aux enjeux de notre époque. Des droits protégés par un code du travail du XXI^{ème} siècle qui intègre la nouvelle réalité du salariat et les nouvelles formes d'exploitations auxquelles sont soumis de plus en plus de travailleurs comme

l'auto-entrepreneuriat, la sous-traitance, l'ubérisation, le détachement...

La CGT réaffirme que le CDI doit rester la norme du contrat de travail et que les travailleurs soumis à ces nouvelles formes d'exploitation doivent être embauchés par leurs donneurs d'ordre. De même, pour les travailleurs étrangers travaillant en France, ce sont les lois françaises qui doivent s'appliquer.

MANIFESTATION UNITAIRE
Lundi 1^{er} mai
14h30 - République



La CGT appelle les salariés à poursuivre le combat contre la loi travail en refusant son application dans les entreprises, comme l'on fait les salarié-es du siège de Réseau de Transport d'Électricité. Ils ont massivement refusé, lors du premier référendum organisé pour contourner les organisations syndicales, une dégradation de leurs conditions de travail.

L'avenir, c'est travailler moins pour travailler tous et mieux : Gagnons les 32 heures !

Réduire le temps de travail est l'un des enjeux majeurs pour la qualité de vie au travail et le sens que l'on donne à celui-ci. La tendance imposée par des décennies de logiques capitalistes va vers une augmentation du temps de travail, la précarisation, les inégalités salariales et une généralisation du stress et de la pénibilité au travail.

Passer aux 32 heures, avec le CDI comme contrat, outre l'avancée sociale que cela représenterait, permettrait de sortir de cette logique et pourrait générer plus de 4,5 Millions d'emplois. Cela lutterait contre le chômage, la pénibilité au travail et donnerait également un souffle nouveau aux activités sociales et culturelles, mais permettrait également d'avoir plus de temps pour les activités parentales et les aidants familiaux, entre autre...

L'avenir, c'est la solidarité internationale et la recherche constante de la paix !

Il nous faut penser un nouveau cadre de développement de l'humanité et l'imposer par nos luttes. C'est là l'enjeu de ce premier mai, qui sera celui du combat pour la justice sociale, pour la solidarité internationale, la paix et un autre futur que celui qu'on souhaite nous imposer.

**Des moyens existent :
Il faut partager les milliards !**

Les 40 plus grandes entreprises françaises annoncent 75 milliards d'euros de bénéfices en 2016 ! Mais parlons également du CICE versés aux entreprises, le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi, soit 20 Milliards ou du Pacte de responsabilité qui a coûté 41 Milliards d'Euros. Plus de 200 milliards donnés sans contrepartie aux entreprises sont restés sans effet sur l'investissement et l'emploi.

Les entreprises ne font qu'empocher cette manne financière d'argent public et le seul résultat, c'est l'augmentation des marges pour les entreprises aux profits, principalement des actionnaires.

Il faut rompre avec cette logique où l'argent va à l'argent. La richesse créée pour le travail doit revenir aux travailleurs. C'est une question d'avenir.

LUNDI 1^{er} MAI
14H30
RÉPUBLIQUE

J e m e s y n d i q u e à l a C G T !

Nom:Prénom:.....Age:.....
Adresse:
Ville:.....Code Postal:.....
Tél:.....E-mail:.....
Entreprise:.....
Ville et code postal de votre entreprise:.....

A renvoyer à : Union Régionale CGT Île-de-France 263 rue de Paris, case 455, 93514 Montreuil cedex
Tél.: 01 55 82 88 00 - Fax : 01 48 51 68 97 - Email: urif@cgt.fr - www.urif.cgt.fr

